

## Burkina Faso

# Une formidable mobilisation populaire pour faire échec au coup d'État

Le mercredi 16 septembre, le régiment de sécurité présidentielle (RSP), dont la caserne se trouve à l'intérieur du palais Présidentiel de Kossyam, prend en otage le Président Kafando et le gouvernement réunis en Conseil des ministres. Le lendemain, Gilbert Diendéré, ancien patron du RSP, s'autoproclame chef d'un soi-disant « Conseil national pour la démocratie ». Ce énième coup d'État va être mis en échec par une puissante mobilisation populaire. Toutes les forces politiques, hormis l'ancien parti CDP (ex-parti au pouvoir) et ses satellites ont dénoncé le coup de force de l'ex-garde rapprochée de Blaise Compaoré.

C'est la mobilisation et l'organisation des travailleurs et du peuple burkinabé qui ont été décisives. L'appel que le PCRV (Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque) a lancé le 17 septembre pour « dénoncer et combattre ce coup d'État militaire jusqu'à l'éviction de cetteunte militaire du pouvoir » a eu un large écho. L'ensemble des confédérations syndicales, rassemblées dans « l'Unité d'action syndicale » (UAS) ont pris position pour dénoncer le putsch et lancer un mot d'ordre de grève générale sur l'ensemble du territoire. La Coalition contre la vie chère, la fraude et l'impunité (CCVC) a appelé à la résistance organisée et à la lutte. Alors que la jeunesse prenait immédiatement « pied dans la rue à Ouagadougou et à travers le pays contre le coup d'État », l'Organisation Démocratique de la Jeunesse (ODJ) a appelé la jeunesse populaire à « se mobiliser dans les quartiers, les secteurs, villages, arrondissements, et villes du pays en prenant toutes les initiatives possibles pour opposer une vive résistance à ce coup d'État ». Les organisations de femmes, elles aussi, se sont mobilisées...

L'initiative populaire a été massive sur tout le territoire national. « Dès l'annonce du coup d'État militaire, indique un camarade du PCRV, les masses, notamment la jeunesse, ont réagi aussitôt par des manifs dans les rues, en dressant des barricades et en affrontant les éléments du RSP à Ouagadougou. Dans les quartiers, nous assistons à des formes de guérilla urbaine. Dans les autres villes du pays, avec détermination, courage, les masses appelées par les différentes organisations participent aux manifestations ». Les mots

d'ordre du PCRV et des organisations du mouvement démocratique révolutionnaire « impriment les luttes car ils expriment les revendications et les aspirations profondes de notre peuple à la démocratie véritable, aux libertés et au progrès social ». Dans de nombreuses villes, se sont constitués des « Comités de résistances » dans lesquels les militants du mouvement démocratique révolutionnaire ont joué un rôle actif. Des sous-officiers, soldats et hommes de troupe ont sympathisé avec le mouvement, « des militaires ont ouvertement soutenu des civils dans les affrontements contre des éléments du RSP ». Le 18 septembre, les putschistes libèrent le Président Kafando et, le 23 septembre, le gouvernement de la Transition est rétabli dans ses fonctions. Affolés par la tournure des événements, les chefs d'État qui forment le pré carré de la FrancAfrique tentent une médiation dans le cadre de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) en demandant l'amnistie des putschistes, le maintien du RSP et le retour à la vie politique des anciens du clan Compaoré que le code électoral de la Transition avait rendus inéligibles comme contrepartie du rétablissement des instances de la Transition. Mais cette proposition scandaleuse et provocatrice, dont Macky Sall et Boni Yayi, présidents du Sénégal et du Bénin, se sont fait les porte-parole, a été rejetée par le peuple burkinabé. Dans les jours qui suivent, l'armée « loyaliste » fait converger ses unités des provinces vers Ouagadougou. La grève générale se poursuit : « Le mot d'ordre est largement suivi sur l'ensemble du territoire. De grands rassemblements ont lieu dans les régions, comme à Bobo, Ouahigouya, Tenkodogo, Koudougou, ... A Ouagadougou, les éléments du RSP dispersent tout rassemblement en tirant à balles réelles » (cf. pcof.net : « Des amis du Burkina nous écrivent »). Le 25 septembre, le Conseil des ministres adopte un décret qui dissout le Régiment de

Sécurité Présidentielle. Une importante revendication du mouvement démocratique est satisfaite. Le Gouvernement, réuni sous la présidence de Michel Kafando, indique que « toutes les dispositions sont prises pour que justice soit rendue, conformément à la volonté du peuple ». Il précise que « des concertations avec les parties signataires de la Charte [de la Transition] seront



Pancarte brandie par un manifestant à Ouaga.

organisées en vue de fixer le nouveau calendrier électoral ». Le 26 septembre, l'UAS « suspend son mot d'ordre de grève générale sur l'étendue du territoire national », tout en appelant « à rester vigilants et prompts dans la réaction pour tout mot d'ordre que l'évolution de la situation recommanderait ».

Le 30 septembre, l'armée régulière désarme les derniers éléments du RSP. Gilbert Diendéré se réfugie à l'ambassade du Vatican. Il a été arrêté le 1er octobre et a rejoint en prison Djibril Bassolet, ancien ministre des affaires étrangères de Compaoré, autre mentor du coup d'État avorté.

## Pourquoi ce coup d'État ?

Depuis plusieurs mois et tout particulièrement dans la dernière période, le PCRV soulignait les risques de coup d'État et de guerre civile réactionnaire que faisait courir au pays la

volonté de revanche des partisans de Blaise Compaoré. Il pointait, en particulier l'organisation des forces militaires par Blaise Compaoré dans sa « base arrière de Côte d'Ivoire » ainsi que l'activation au Burkina même de tous les réseaux économiques, politiques et militaires de son clan mafieux.

Soumis à la pression populaire qui exigeait la dissolution du RSP et l'inéligibilité de tous ceux qui étaient compromis dans les crimes politiques et économiques de Compaoré et de son CDP, la Transition dite civile, qui avait été négociée par l'impérialisme français et ses alliés locaux de la CDEAO en novembre dernier, était de plus en plus fragile. Des contradictions se sont développées entre Zida, ex-n° 2 du RSP, passé du statut de président du Faso à celui de premier ministre « civil », et une partie du RSP dont lui-même était pourtant le représentant au sein de la « Transition ». L'adoption d'un nouveau code électoral excluant le CDP et ses alliés, le lancement d'une opération « mains propres » en direction des anciens dignitaires mafieux du clan Compaoré, puis la publication, le 14 septembre, d'un rapport de la Commission de réconciliation nationale et des réformes proposant la dissolution du RSP et le redéploiement de ses éléments dans l'armée nationale ont précipité la réaction des partisans de Compaoré, « cette aile de la bourgeoisie réactionnaire qui n'entend pas se croiser les bras et se laisser liquider », comme l'écrivait le PCRV en juillet 2015 dans deux « adresses » au peuple et aux forces de défense et de sécurité qu'il appelait à combattre « le putschisme et la guerre civile réactionnaire », « l'impérialisme français et ses valets locaux ».

## Le RSP enfin dissous !

A la mi-octobre, « avec ce énième affront contre la démocratie et les libertés au Burkina, le RSP venait de déclencher, sans le savoir, une lutte patriotique qui allait signer son arrêt de mort ».

Dans une contribution adressée à nos jeunes camarades de l'UJR, (dont une partie est publiée dans la page jeunesse de ce journal), l'ODJ apporte des informations concrètes, qui peuvent être utiles à nos lecteurs, sur ce que représente le Régiment de Sécurité Présidentielle) dont la dissolution était une exigence populaire ancienne. ●●● Suite p. 15

## Burkina Faso

# Une formidable mobilisation populaire pour faire échec au coup d'État

●●● **Suite de la page 16** « Le RSP est cette unité militaire tristement célèbre pour le rôle joué dans les assassinats et crimes politiques au Burkina. Véritable garde prétorienne, elle a été conçue et dressée par Blaise Compaoré et son homme de main, Gilbert Diendéré depuis plus de 20 ans, pour un règne à vie. Mais, très tôt, les démocrates au Burkina ont perçu le rôle négatif que le RSP représentait pour le peuple burkinabé et ceux de la sous-région et entame contre lui une campagne de dénonciation. Cette campagne connaît un tournant majeur en 1999, lorsque la commission d'enquête commise pour faire la lumière sur l'assassinat du journaliste Norbert Zongo met en lumière le rôle joué par le RSP dans l'assassinat du journaliste. Le Collectif contre l'impunité (rassemblement d'organisations de masse et de partis politique) réactualise alors sa plate-forme revendicative et demande la dissolution pure et simple du RSP. De grandes manifestations s'en suivent, approfondissant la crise révolutionnaire. Au lendemain de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre, le RSP refait irruption de façon spectaculaire sur la scène politique en fomentant et en perpétrant un coup d'État, le 1er novembre 2014, portant à la tête de l'État le numéro 2 du RSP, le lieutenant-colonel Yacouba Isaac Zida, imposé par le général de brigade Gilbert Diendéré, chef incontesté de cette unité d'élite, véritable armée dans l'armée par la qualité de son armement et de ses hommes. [...] Le peuple riposta par une grande mobilisation les 1er et 2 novembre, obligeant les auteurs du putsch et l'impérialisme à revoir leur copie : on aboutira ainsi à la formule de « transition inclusive », qui était la formule trouvée par la bourgeoisie pour réaliser l'unité politique autour d'elle pour limiter la portée de l'insurrection et pourfendre ses acquis. » Parce que le Gouvernement de la Transition n'était pas en mesure de répondre aux aspirations sociales et démocratiques du peuple, la défiance des masses à son égard est allée grandissante. C'est dans ces conditions qu'est intervenu le coup d'État du RSP à la mi-septembre : « Très tôt, le mouvement démocratique a perçu les objectifs stratégiques de ce coup d'État perpétré par la fraction la plus fascisante de l'armée alliée au CDP [Congrès pour la démocratie et le progrès, ex-parti au pouvoir] : briser le mouvement révolutionnaire en liquidant les acquis et l'esprit de l'insurrection, restaurer l'ancien régime avec le clan mafieux de Blaise

Compaoré, liquider le mouvement démocratique et révolutionnaire et couvrir d'impunité les auteurs des crimes de sang et des crimes économiques, en particulier ceux du RSP, dont la dissolution réclamée ouvertement par le peuple depuis plus de 15 ans serait ainsi remise aux calanques grecques. »

## Impérialisme français, bas les pattes du Burkina !

Officiellement, la France, ex-puissance coloniale, a condamné « fermement le coup d'État ». François Hollande a déclaré qu'« il ne peut pas y avoir de légalité avec des putschistes ». Il a appelé « à la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées » et « à la reprise du processus électoral ».

Pourtant, les forces spéciales françaises, qui sont présentes au Burkina depuis 2010, ne semblent pas être intervenues pour dissuader Diendéré. Vu l'étroite coopération des services et des autorités militaires françaises avec le RSP dans nombre d'affaires sensibles, peut-on par ailleurs imaginer que personne au niveau de la haute hiérarchie militaire en France n'a eu vent du projet de coup d'État ? Des noms sur les connivences dont auraient pu bénéficier les putschistes ont circulé : celui du général Benoît Puga, l'inamovible chef d'état-major particulier de l'Élysée (qui fut maître d'œuvre de l'intervention en Libye sous Sarkozy, puis de l'opération Serval sous Hollande) ; celui du général Beth, également (cet officier parachutiste de la Légion étrangère qui semble avoir des entrées à Matignon, a été directeur de la Coopération militaire et de défense au ministère des Affaires étrangères de juin 2006 à l'été 2010, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française au Burkina Faso de 2010 à 2013... Son frère a dirigé le COS).

Comment oublier également le crime qu'a représenté l'exfiltration de Blaise Compaoré vers la Côte d'Ivoire d'où il a pu organiser la contre-offensive de sa garde rapprochée, jusqu'à l'éphémère retour au pouvoir de son homme de main, le putschiste Gilbert Diendéré ?

La bienveillance des dirigeants de la CEDEAO (Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest) vis-à-vis des putschistes, puis le zèle et l'outrance qu'ils ont déployés pour essayer de leur sauver la mise dans

le cadre de leur « médiation », sont également signes, au minimum, de certains flottements au niveau de l'impérialisme français et de ses réseaux « français-francophones ». Le « temps béni » où il pouvait régler dans les plus fins détails le scénario de ses ingérences dans ses néo-colonies est révolu. D'autant que les choses se compliquent avec la perte d'influence relative de l'impérialisme français, qui explique sans doute la position beaucoup plus critique de l'Union africaine (UA) vis-à-vis du putsch. Mais cela ne signifie pas, bien au contraire, que l'impérialisme français n'est plus à la manœuvre pour préserver ses intérêts !

Comme Sarkozy l'avait fait avec Ben Ali, F. Hollande a soutenu Blaise Compaoré tant que celui-ci a été en mesure de garantir une certaine stabilité. Mais lorsqu'une insurrection populaire l'a « délogé », l'impérialisme français a dû trouver la solution la moins mauvaise. C'était celle de la « Transition inclusive ». L'ambassadeur de France à Ouagadougou et les forces spéciales françaises du COS présentes au Burkina l'avaient imposée, en novembre dernier, à toutes fractions politiques et militaires de la bourgeoisie burkinabé. Injonction leur avait alors été faite de s'unir pour préserver le système néocolonial face à la dynamique de l'insurrection populaire.

Mais cette manœuvre n'a pas fonctionné. Les organisations syndicales, démocratiques et révolutionnaires ont tenu bon sur leurs revendications sociales et politiques. Ceux qui avaient chassé Compaoré ne voulaient plus ni du RSP, ni du CDP. Les dissensions se sont creusées au sein même de l'armée. Au final, le coup d'État raté de Diendéré, qui a précipité l'interdiction du RSP et donné un nouvel élan à la dynamique révolutionnaire au Burkina, est un échec non seulement pour ses instigateurs, mais aussi pour l'impérialisme français !

« Chasser l'impérialisme, notamment français, renverser les classes et les couches sociales qui lui servent de base et d'appui..., détruire l'appareil d'État néocolonial, démanteler les bases militaires étrangères et chasser les forces d'occupation impérialistes » du Burkina est le point n° 1 du programme de transformations politiques, économiques, sociales et culturelles immédiates que défend le PCR. C'est une condition décisive pour que ce programme puisse être mis en œuvre par un gouvernement

révolutionnaire. Aujourd'hui, comme en octobre 2014, nous disons avec nos camarades burkinabé : Impérialisme français, bas les pattes du Burkina !

## Les mobilisations de solidarité

Notre Parti s'est exprimé dès le 17 septembre pour dénoncer le coup d'État, exprimer sa solidarité avec le peuple burkinabé et ses organisations de lutte.

Il a fait connaître le plus largement possible le communiqué du PCRV du 17 septembre, les prises de positions de l'Unité d'action syndicale, de la Coalition contre la vie chère, de l'ODJ...

Ces documents ont également été relayés et publiés sur leurs sites par les partis et organisations de la CIPOML, notamment en Italie, Espagne, en Norvège...

Le 17 septembre, les organisations syndicales françaises CFTD, CGT, FO et la CFTC ont condamné dans un communiqué commun le coup de force du Régime de la Sécurité Présidentielle et apporté leur soutien aux « organisations syndicales burkinabé dans leur lutte contre l'ingérence militaire du pouvoir et pour la démocratie ». Le 18 septembre, l'UJR publie un communiqué pour exprimer sa solidarité avec la jeunesse burkinabé et ses organisations progressistes, notamment l'ODJ.

Le 21 septembre, au Bénin, la Convention patriotique des forces de gauche apporte son soutien au peuple du Burkina et dénonce le « compromis honteux » de Macky Sall et de Yayi Boni.

Le 22 septembre, les syndicats du Bénin tiennent à Cotonou une conférence de presse au cours de laquelle les secrétaires généraux des confédérations et centrales syndicales du Bénin ont marqué ensemble leur « solidarité agissante et sans faille aux syndicalistes burkinabé et aux populations » du Burkina. Ils appellent à un meeting de soutien et de solidarité à Cotonou le vendredi 2 octobre.

Des rassemblements de solidarité ont été organisés notamment à Paris, près de l'ambassade du Burkina, les 18 et 26 septembre, à l'appel du Collectif contre la confiscation de la démocratie au Burkina Faso. Ces rassemblements ont mobilisé, outre les forces africaines progressistes de la diaspora, des forces politiques et associatives de France. ★